

Compte-rendu des Journées de l'Économie JECO - Lyon 2013

Restaurer la confiance oui, mais comment ?

1. EN PREAMBULE : OUVERTURE DES 6EME JOURNEES DE L'ECONOMIE

2. INTITULE DE QUELQUES CONFERENCES

3. LES INTERVENANTS

4. QUELQUES RESSOURCES JECO -

5. QUELQUES PRISES DE NOTES DES CONFERENCES –

Restaurer la confiance oui, mais comment ?

<http://www.journeeseeconomie.org/blog/index.php?post/2013/11/16/Restaurer-la-confiance%2C-oui%2C-mais-comment>

Les 6ème Journées de l'Economie se sont déroulées du 14 au 16 Novembre 2013 à Lyon.

Comme chaque année, cette rencontre est organisée et construite autour d'un thème central, et pour cette session 2013, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon a souhaité partager et échanger sur « **RESTAURER LA CONFIANCE** ».

Les journées de l'économie se fixent comme objectifs de présenter une véritable pédagogie de l'économie, permettant à tous une meilleure appréhension des mécanismes économiques, et visant à :

- Créer un **événement national grand public de référence** en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.
- Favoriser un **débat économique de qualité** associant, autour de questions actuelles, tous les acteurs du monde économique. Une **confrontation réfléchie entre ces différents acteurs** est en effet à la fois nécessaire et possible.
- **Impliquer l'ensemble de ces acteurs économiques** dans le déroulement des Journées : économistes professionnels, chercheurs, praticiens, enseignants, médias, hommes politiques, ministres, entrepreneurs et chefs d'entreprises de toutes tailles, collectivités locales et régionales intervenants en matière de développement économique, développeurs économiques, étudiants et lycéens, membres d'associations impliquées dans le projet, et bien sûr, le grand public sensibilisé par les médias.
- **Démocratiser l'analyse économique** aux yeux du grand public. La rendre plus accessible, plus compréhensible, sans la dénaturer.

L'ensemble des intervenants invités a permis de traiter des thématiques très variées telles que, les institutions, le rôle des banques, les critères de croissance des entreprises, l'économie sociale et solidaire, permettant à la fois un regard universitaire, pragmatique, national, européen et international, mais le point commun de toutes ces conférences est la **confiance, parfait sujet au cœur de l'actualité**.

Enfin, en invité d'honneur, Mario MONTI, ancien premier ministre du gouvernement italien de 2011 à 2013, a ouvert ces 6èmes journées de l'Economie en réalisant une synthèse de l'enquête réalisée et présentée par Thomas HAAS de la Banque de France « les français et l'économie ».

Le programme était donc très ambitieux. Les exemples de conférences ci-dessous en témoigneront.

EN PREAMBULE : OUVERTURE DES 6EME JOURNEE DE L'ECONOMIE

Ouverture avec présentation des résultats du sondage annuel organisé par la Banque de France auprès des français sur le thème : « **les français et l'économie** »
Résultats présentés par Thomas HAAS et commentés ensuite par des acteurs de la vie économique



Le 14 novembre 2013

COMMUNIQUE DE PRESSE

Journées de l'Économie 2013

La Banque de France publie un sondage TNS Sofres sur « Les Français et l'économie »

Dans le cadre des Journées de l'économie (JECO) organisées à Lyon les 14, 15 et 16 novembre, la Banque de France, partenaire de cette manifestation, publie un sondage TNS Sofres sur « Les Français et l'économie ».

Plus d'un français sur deux (55% des personnes interrogées) s'intéresse à l'économie (13% s'y intéressent beaucoup et 42% assez), selon ce sondage. Les cadres sont encore plus nombreux (64%) à affirmer leur intérêt pour cette discipline, tout comme les retraités (63%) ou encore les bac+5 (69%).

S'agissant du niveau des connaissances des Français en économie, 28% estiment qu'il est faible et 58% qu'il est moyen. Seulement 13% des personnes interrogées pensent que leur niveau est élevé. Les hommes sont plus nombreux (17%) à émettre cette opinion que les femmes (10%).

La participation de la Banque de France à cette sixième édition des JECO illustre son engagement pour contribuer à améliorer la culture économique et financière du public.

Le sondage sur « Les Français et l'économie » a été réalisé par TNS Sofres pour la Banque de France, pour la deuxième année consécutive. Il a été effectué les 15 et 16 octobre 2013, selon une enquête par téléphone auprès d'un échantillon national de 957 personnes, représentatif de l'ensemble de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

- I - Synthèse des grandes idées de l'enquête

- Niveau de connaissance des français pour l'économie : 55% en 2013 contre 59% en 2012
- Intérêt des français est clivé selon l'âge (+ âgé et + on est intéressé)
- Intérêt pour la politique : résultats proches 56%
- La Presse économique et les économistes donnent plus confiance que les élus politiques ou banquiers
=> accorder renforcement de l'Economie dans le système éducatif français pour l'ensemble de l'opinion
- Inquiétude sur les finances publiques
- Pas de confiance sur la situation économique, qui pour les français va se dégrader (pessimisme)
- Système bancaire français est plutôt solide
- Économie de marché fonctionne de façon partagée, 41% ont confiance dans économie de marché (surtout les jeunes, les cadres)
- Pour stimuler la croissance économique, augmenter les petits salaires, baisser les impôts, stimuler la R&D et encourager les exportations (*attention sondage réalisé mi octobre avant les conflits sociaux*)
- Information de la banque publique d'investissement : pessimisme des français coûte 1 point de croissance. Cercle vicieux : la crise de confiance alimente le pessimisme qui alimente le comportement d'épargne au détriment de la Consommation (Croissance -0,1% sur le 3ème trimestre)



- II - Synthèses réalisées par les acteurs économiques

Le point de vue de Mario MONTI sur l'enquête

Inquiétant que les français ne trouvent pas le renforcement de la croissance dans l'intégration européenne ? Espère que les français verront une intégration plus poussée pour la croissance.

Surpris du comportement des français concernant les réformes : les italiens eux, pensent aux réformes structurelles (*même si ils seraient aussi soulagés de ne pas y penser*)

Faut aller vers des réformes de structure pour alléger le poids des PO et permettre de relancer la compétitivité.

● Le point de vue de Stéphanie PAIX – Directrice Directoire Caisse Epargne Rhône – Les banques

On a l'impression que les jeunes ne se sentent pas concernés par la dette publique

On signe des contrats emploi génération et il y a un vrai sujet national autour de la dette.

La confiance se bâtit sur des actes, et il y a 5 ans la perte bancaire a subi un Tsunami, les français étaient en colère contre système bancaire mais il avait tenu bon en France.

Puis il a démontré que durant toute cette période, la distribution de crédits aux entreprises a toujours été supérieure au taux de croissance, phénomène isolé en Europe (par rapport à l'Allemagne par ex) alors que pour comparer avec la récession de 1993, il y avait vraiment eu le Crédit Crunch.

La banque en France est basée sur un élément essentiel : la relation de confiance, même dans une période de fort désamour, ils continuent à aimer leur banque et leur banquier.

Sur la solidité des banques : elles ont bien résisté à la crise, il y a un vrai examen sur la qualité des banques, résultats avant la mise en jeu de la grande banque européenne.

● Le point de vue de Gérard COLLOMB – Député Maire de Lyon – Par rapport aux hommes politiques

Par rapport aux rôles des hommes politiques

La confiance des français dans les élus politiques est nulle et pour la reconstruire il faudrait qu'ils fassent de l'autocritique.

Les français les placent bas dans les sondages car entre discours politique et réalité économique, il y a un décalage. On pourrait alors proposer des solutions pour améliorer la confiance dans la classe politique.

● Le point de vue de Jean-Louis GAGNIERE député vice président région – Homme politique

On vit tous avec nos contradictions, politiques et citoyens, on souhaiterait : Avoir des services publics plus efficaces et payer moins d'impôts.

Le pouvoir d'achat a baissé avec la montée des petits salaires et l'impact des cotisations.

On entend aussi quand on est homme politique, celui qui vit de son travail et des assistances : contestation envers les revenus de transferts.

Les fruits de la croissance doivent être fortement partagés. Contrairement à l'Allemagne, il faut qu'il y ait un partage équitable des efforts et du bénéfice des efforts.

Roosevelt a réussi à imposer des taux d'impôt car nécessitait de relever la situation des EU.

Dès lors que l'on joue le jeu de la vérité et qu'on balise le terrain par des objectifs, les français comprennent. Il faut relever les bas salaires, (dans la fonction publique par exemple).

Les français ont plus confiance dans ceux qui commentent l'économie (journalistes, économistes) et moins dans ceux qui la font (politiques, banquiers, entreprises).

● Le point de vue de Madame la Rectrice Françoise Moulin-Civil – Par rapport à l'Economie dans l'Education

La place du système éducatif dans l'économie est-elle insuffisante ?

Au delà des disciplines enseignées (sciences économiques et sociales et économie-gestion) il y a d'autres disciplines qui abordent ces questions (histoire...)

On essaie d'intéresser les français, et les jeunes, à la culture économique.

3 leviers :

- Missionner le Conseil supérieur des programmes pour établir un parcours individuel d'information et d'orientation et de découverte du monde économique et professionnel
- Lier l'entreprise et le monde scolaire, mission école-entreprise
- Travailler sur les voies de formation pour le combat dans la croissance et le pacte pour l'emploi dans le pacte compétitivité emploi par ex.

● Le point de vue de Philippe GRILLOT - Président CCI Lyon – Par rapport aux entreprises

Y-a-t-il une éclaircie dans les entreprises ? Celles qui innovent et qui exportent sont celles qui vont mieux. On est dans un pays qui n'a pas confiance et n'est pas suffisamment courageux et très conservateur. C'est ce qui pénalise le redressement de notre pays. Pour franchir le pas, il faut innover, inventer des processus nouveaux, trouver des moyens pour faire des économies, car avec le pessimisme on ne peut pas tirer l'économie vers le haut.

La chance de la France est sa diversité dans les régions. On parle de frémissement, mais les entrepreneurs ont envie, investissement en énergie, courage et risque.

Mais quand on regarde hors de France, la perception des étrangers de la France est caractérisée par un dynamisme, des ressources mais absence de décision, absence de courage et de volonté de faire évoluer les systèmes.

- III - Conclusion de Mario MONTI

Si on regarde la France de l'Europe, on voit un pays avec potentiel immense mais qui s'autorise peu de discipline budgétaire, ni de réforme structurelle ni de protagoniste dans la construction européenne.

Quelle clé pourrait déclencher la prise de conscience ?

L'Italie l'a, la France non.

Ce sont les spreads sur les marchés financiers, la France se trouve dans Nirvana sur les marchés financiers. Tout le monde pense que l'Allemagne ne pourrait pas laisser tomber la France et elle jouit de cette rente dangereuse que l'Italie et l'Espagne n'ont pas. Les pays nordiques ont raison, les hommes politiques n'ont de courage à agir que parce que les taux d'intérêt sont soumis à la pression des marchés financiers.

Puis je être leader dans la construction européenne si je n'ai pas ce repli de volonté et d'activisme (remis en cause par cette chance d'avoir l'Allemagne qui aidera).

2. INTITULE DES QUELQUES CONFERENCES SUIVIES

Conférence : **Les conditions économiques pour la stabilité de l'euro sont-elles acceptables ?**

Conférence : **Réformes économiques : quelles priorités ?**

Conférence : **Quand le commerce mondial devient un jeu de piste**

Conférence : **Comment expliquer les écarts de croissance ?**

Conférence : **L'ESS en France comme au Québec, une autre conception de la richesse**

Conférence : **A-t-on encore besoin des banques ?**

Conférence : **Les 4 stimulants de la croissance des entreprises**

Conférence : **L'économie française malade de ses institutions**

Conférence : **Ces technologies qui suppriment l'emploi**

Conférence : **La politique de la concurrence tue-t-elle l'industrie ?**

3. LES INTERVENANTS SUR CES CONFERENCES

Des femmes et des hommes universitaires, chercheurs, industriels, banquiers ou même ancien premier ministre du gouvernement italien ou encore ministres en fonction, et aussi représentants des partenaires sociaux,

Philippe **Aghion** – Titulaire Chaire d'économie
Harvard - Membre du Conseil d'Analyse Eco.
Michel **Aglietta** – Professeur Economie Paris X
Ancien consultant BDF- Consultant Groupama
Yann **Algan**, professeur d'économie à Sciences Po.
Dionysos **Antonopoulos** - AXA Assistance
Patrick **Artus** - Directeur de la Recherche et des Etudes
de NATIXIS.
Philippe **Askenazy** - Directeur de recherche CNRS –
Professeur associé à l'école d'économie Paris.
Agnès **Bénassy-Quéré** - Professeur à l'École
d'Économie de Paris
Karine **Berger** - Membre de la Commission des finances
à l'Assemblée Nationale
François **Bergez** - Directeur Etablissement Messier
Bugatti Dowty, société du groupe Safran,
Philippe **Blandin** - Président de la filiale MK Automove
du groupe MECACHROME
Hervé **Boulhol** – OCDE Economiste
François **Bourguignon** - Directeur de l'École d'économie
de Paris
Vincent **Camet** - IPR économie - gestion
Gilbert **Cette** - Economiste Directeur des analyses micro-
économiques et structurelles à BDF Professeur Aix
Pierre-Henri de **Menthon** - Directeur délégué
de *Challenges*
Gaëtan de **Sainte-Marie** - Entrepreneur Président de
PME CENTRALE,
Michèle **Debonneuil** – Inspection générale des
finances
Pascale-Marie **Deschamps** – Enjeux Les Echos
Martine **Durand** – OCDE
Eric **Dusseux** - Sanofi Pasteur
David **Encaoua** - Paris-1, Panthéon Sorbonne
Philippe **Escande** – Le Monde

Aurélien **Eyquem** - Université Lyon 2
Jean-Paul **Fitoussi** - Observatoire français des stratégies
Michel **Fouquin** – CEPPII
Philippe **Frémeaux** – Délégué général de l'Idies
Sylvie **Goulard** – Députée européenne
Benoît **Hamon** – Ministre délégué auprès du ministre
Economie, chargé de l'ESS et de la consommation
Philippe **Herzog** – Président Confrontations Europe
Martin **Hirsch** - directeur général de l'Assistance
Publique-Hôpitaux de Paris
Olivier **Klein** – Directeur général Bred Banque
Populaire, Professeur Economie Finance HEC
Jean-Claude **Mailly** – Secrétaire général de FO
Frédéric **Maurel** – Directeur régional groupe Mazars
Laurent **Mignon** – Directeur général de Natixis
Mario **Monti** – Président Université Bocconi – Sénateur
1^{er} Ministre République italienne (2011-2013)
Yannick **Moreau** – Présidente de la Commission
pour l'avenir des retraites
Giuseppe **Nicoletti** – Responsable du département
Economie à l'OCDE
Jean **Pisani-Ferry** – Commissaire général à la stratégie
Hélène **Rey** – Professor of Economics – London
Business School
Peter **Ricketts** – Ambassadeur Royaume-Uni en France
Michael **Roberts** – Coordinateur à l'aide au commerce
de l'OMC
Nicolas **Schmit** – Ministre du Travail, emploi et
immigration, Luxembourg
Daniela **Schwarzer** – Directrice Affaires Internationales
et de Sécurité (SWT) (Allemagne)
Joël **Tronchon** – Délégué général de la fondation SEB

4. QUELQUES RESSOURCES JECO -

- **Présentation du site Internet JECO**

De nombreuses vidéos et documents de travail du programme 2013

<http://www.journeeseconomie.org/>

- **Les autres vidéos des thèmes en ligne**

<http://www.touteconomie.org/index.php?arc=bv0a>

- **Ouverture des 6^{ème} Journées de l'Economie**

http://www.dailymotion.com/video/x1787bx_jeco-2013-seance-d-ouverture_news

- **Conférence : Les conditions économiques pour la stabilité de l'euro sont-elles acceptables ?**

http://www.dailymotion.com/video/x1788gi_jeco-2013-les-conditions-economique-pour-la-stabilite-de-l-euro-sont-elles-acceptables_news

- **Conférence : Quand le commerce mondial devient un jeu de piste**

http://www.dailymotion.com/video/x178b2z_jeco-2013-quand-le-commerce-mondial-devient-un-jeu-de-piste_news

- **Conférence : A-t-on encore besoin des banques ?**

http://www.dailymotion.com/video/x179hw2_jeco-2013-a-t-on-encore-besoin-des-banques_news

- **Conférence : Les 4 stimulants de la croissance des entreprises**

http://www.dailymotion.com/video/x179hwm_jeco-2013-les-4-stimulants-de-la-croissance-des-entreprises_news

- **Conférence : L'économie française malade de ses institutions**

http://www.dailymotion.com/video/x179hxj_jeco-2013-l-economie-francaise-malade-de-ses-institutions_news

- **Conférence : La politique de la concurrence tue-t-elle l'industrie ?**

http://www.dailymotion.com/video/x179sr9_jeco-2013-la-politique-de-la-concurrence-tue-t-elle-l-industrie_news

5. LES PRISES DE NOTES EN QUELQUES RESUMES

Pour chacune des conférences suivies, une prise de note a été réalisée.

La retranscription de ces dernières est réalisée de façon chronologique, à savoir, dans l'ordre de prise de parole des invités aux conférences, ceci afin de respecter la cohérence de la progression des interventions au fil de l'eau des débats.

CONFERENCE : LES CONDITIONS ECONOMIQUES POUR LA STABILITE DE L'EURO SONT-ELLES ACCEPTABLES?

Les conférenciers

Patrick ARTUS – Philippe ASKENAZY – Agnès BENASSY-QUERE – Sylvie GOULARD – Philippe HERZOG – Mario MONTI – Peter RICKETTS – Nicolas SCMIT – Daniela SCHWARZER

Présentation du thème

L'hétérogénéité de la zone euro est forte, et a été amplifiée par la crise, qui a imposé une baisse du niveau de vie dans beaucoup de pays afin de faire disparaître leur déficit extérieur et d'améliorer leur compétitivité. L'affaiblissement de l'activité conduit de plus en plus à une hausse considérable des taux d'endettements publics. La zone euro est donc menacée d'une part par le rejet des ajustements économiques (baisse des salaires, des dépenses publiques, hausse des impôts) par les opinions : toutes les enquêtes montrent qu'une minorité d'européens maintenant pense que l'Europe a amélioré leur situation ; d'autre part par une crise de l'excès d'endettement public. Les remèdes sont probablement connus : aides européennes pour la reconstruction des économies en difficulté et pour la recapitalisation des banques ; mutualisation d'une partie des dettes publiques. Mais il se pose évidemment la question de l'acceptabilité politique de ces remèdes, avec le rejet par les pays du Nord de la zone euro de la mutualisation des vieilles dettes ou des vieilles pertes. La position de ces pays peut-elle évoluer en cas de crise. ?

http://www.dailymotion.com/video/x1788gi_jeco-2013-les-conditions-economique-pour-la-stabilite-de-l-euro-sont-elles-acceptables_news

CONFERENCE : REFORMES ECONOMIQUES : QUELLES PRIORITES ?

Les conférenciers

Patrick ARTUS – François BOURGUIGNON – Jean-Claude MAILLY – Yannick MOREAU – Jean PISANI-FERRY

Présentation du thème

Les réformes structurelles ont pour objectif final de réduire les inefficacités de nos économies et d'en permettre une croissance plus forte. Mais de telles réformes ont également des effets collatéraux, notamment lorsqu'elles sont mises en œuvre dans des périodes où l'économie est fragilisée et où ses ressorts ne sont pas ceux qu'on peut attendre en régime de croisière. De même, l'on sait qu'un système économique

totallement efficace n'est pas forcément gage d'équité ni de clairvoyance sur les risques qui pèsent à court ou à long terme. Il peut être par exemple utile de renoncer à une croissance maximale dans le scénario le plus plausible si c'est le prix à payer pour se couvrir contre un risque.

Le décideur politique doit avancer dans un programme de réformes qu'il hiérarchise. Quelles règles doit-il retenir, au-delà des aspects budgétaires, pour prioriser ces réformes ? Comment doit-il articuler le court et le long terme et intégrer une logique forcément multicritères ?

Prise de notes

● Pour Jean PISANI-FERRY - Commissaire général à la stratégie et à la prospective

Quels sont les Besoins ?

La Réforme implique et nécessite de faire un diagnostic des problèmes et de les traiter. C'est nécessaire même si cela conduit à les retarder, il est donc nécessaire d'établir la liste de ce qui ne va pas et de traiter ensuite.

2 types de réforme :

Un bloc économique : que produire, comment améliorer et un bloc social : tout en conservant des finalités, comment faire mieux avec des ressources limitées ?

● Pour Jean-Claude MAILLY - Secrétaire général de FO

La crise est la période entre un modèle qui ne marche plus et celui qui n'est pas arrivé encore, et cela conduit à devoir faire des réformes.

On parle souvent de contre réformes quand il y a du recul de droits sociaux.

La priorité française est la réforme fiscale pour l'équité, pour le financement de la protection collective.

On doit aussi poser la question européenne : logique du « Asie européen » qui nous amène à la déflation et pas à la croissance.

● Pour Yannick MOREAU - Présidente de la commission pour l'avenir des retraites

Il y a des réformes à faire. Mais il faut les faire sans oublier ce qui a déjà été fait.

C'est difficile de mesurer le chemin parcouru en terme de réforme.

Il faut être au clair sur ce qui dépend de nous et sur ce qui dépend de l'international : comment peut on jouer sur nos défauts et sur la visibilité de l'international. On n'est pas légitime à l'international si en interne on ne fait pas les réformes, et inversement.

● Pour Patrick ARTUS - Directeur de la recherche et des Études Natixis

En amont de ce débat il y a le débat sur la croissance de Long Terme, et le problème est la productivité.

La France n'en fait pas. Le Progrès technique pour produire davantage, cela est tombé à zéro en France.

Le Progrès Technique permet de fabriquer du revenu en étant économe. Si on ne sort pas de cela, il y a difficulté à avoir la capacité à financer les retraites, l'indépendance, et équilibrer les dettes.

Il faut identifier pourquoi on est arrivé là, car la France n'est plus attractive pour les investissements, il n'est pas attrayant de venir investir en France, et donc si pas de Progrès Technique, l'investissement vieillit.

➔ Réformes pour rendre l'attractivité des investissements de haute gamme

● Pour JC MAILLY

La France est encore une terre d'accueil des IDE

● **Pour Jean PISANI-FERRY**

Pas de consensus sur la croissance car existe des effets négatifs.
Reconstruire autour de la croissance pour avoir des perspectives d'avenir.
Pourquoi faisons nous moins de gains de productivité, pourquoi sommes nous moins compétitifs.
Il faut investir dans les produits qui ont une concurrence internationale

● **Pour JC MAILLY**

Il existe des rigidités économiques, européennes, très peu de marges de manœuvre sur le social.
Tout le phénomène de dumping social est lié à la modalité de construction européenne: les états ne sont pas d'accord pour régler ces problèmes.
Les paradis fiscaux sont toujours présents, et le social devient la variable flexible permanente.

● **Pour Patrick ARTUS**

L'Europe a créé de l'austérité, l'essentiel de notre problème qui existe depuis 20 ans est l'offre.
Ce n'est pas la défaillance de la demande, nous sommes capables de répondre à la demande, on a déprimé la demande car la crise a amené la réduction budgétaire.
Mais bien avant déjà, l'industrie française ne produit pas quand on lui demande plus.

● **Pour Jean PISANI-FERRY**

Les réformes ne concernent pas toujours que les salaires.
Le logement est cher et plus que en Allemagne. En Allemagne, ils ne perdent pas de pouvoir d'achat.
Pourquoi logement est-il cher en France ? C'est une réforme qui est à faire et qui ne porte pas sur les salariés.
Les subventions restent dans la poche des propriétaires car l'offre est peu importante et donc permet la croissance des loyers.

● **Pour JC MAILLY**

La Réforme sur le marché du travail super efficace ? Pire que avant au regard des plans sociaux.
La quasi totalité des syndicats européens se sont opposés au traité de pacte budgétaire.
On n'a pas assez de structures de taille intermédiaire, des filières sont à mettre en œuvre.

Pour mettre en œuvre des Réformes structurelles, faut-il du courage ?

● **Pour JC MAILLY**

Etre courageux c'est être impopulaire.

Quelles réformes à faire ?

● **Pour Patrick ARTUS**

On a un problème d'attractivité. Le courage est déjà de poser le diagnostic : la rentabilité du capital est la moitié de celle de la moyenne de l'OCDE. 7% en France contre 13% ailleurs.
Les entreprises n'ont pas envie de produire en France.
Même si il existe des produits comme BPI, crédit impôt recherche, CICE... , une fois l'argent reçu, ils vont construire des usines à l'étranger.
L'attractivité de la France existe dans les secteurs exposés à la concurrence internationale et pose donc le problème du coût du travail

● **Pour Jean PISANI_FERRY**

Comme la baisse des prix conduit à moins de profit, il n'en résulte pas suffisamment de R&D pour investir et donc pas d'innovation et donc mise en œuvre de production de bas de gamme, avec des salariés peu qualifiés.

Il faut monter en gamme.

Pour augmenter la rentabilité : productivité, créer un environnement des entreprises avec des services mais tous ces inputs sont trop chers pour les entreprises françaises.

● **Pour Yannick MOREAU**

En attente du Rapport France 2025 de PISANI

● **Pour JC MAILLY**

La remise en place du commissariat au plan est une demande des syndicats car il faut conserver un lieu pour travailler sereinement sur des dossiers.

Il y a aussi des situations d'urgence à traiter : il faut se projeter sur le Moyen et Long Terme, dire où on va, quelle réforme de l'Etat, mais que faire ?

Et en même temps, il faut gérer les urgences sociales : dossier DOUX par ex.

De plus en plus de salariés au chômage à survivre avec les minima sociaux jusqu'à la retraite.

Comment hiérarchiser les priorités ? Compétitivité ? Réformes sociales ?

Ne peut pas traiter seul ces problèmes, mais au niveau européen.

Ce qui nécessite que l'on touche au traité, rôle de la BCE.

Il existe un transfert massif de la dette privée vers la dette publique. Les banques s'en sortent bien.

Un exemple de réforme fiscale : l'impôt n'est pas équitablement perçu et il est mal reparti, vaut pour les entreprises comme pour les particuliers.

● **Pour Patrick ARTUS**

2 sujets

1/ à Court Terme : concurrence, ex automobile coûte moins cher à faire en Espagne. On va payer la facture de ces 15 ans d'inactivité. Que va-t-on faire quand tout le bas de gamme va partir ?

2/ à Long Terme : relance européenne pas de sens sauf si ça fabrique bonne infrastructure.

Par rapport à notre niveau de gamme, le coût du travail est trop élevé (15 à 20%) => travailler plus pour même salaire, il faut en être convaincu

● **Pour Jean PISANI-FERRY**

Ex la formation professionnelle est un sujet central

Les bretons n'ont pas reçu de formation et aujourd'hui ils sont sur le « carreau », les entreprises soit elles paient soit elles forment. Et le plus souvent, elles ne forment que les salariés qui sont déjà qualifiés.

La réforme implique des gagnants et des perdants. Quel critère pour choisir ?

● **Pour Patrick ARTUS**

Les réformes ce n'est pas exclusivement du transfert de revenu des ménages aux entreprises

Il faut sortir de l'idée que des réformes impliquent le transfert d'argent à des entreprises

● **Pour Yannick MOREAU**

La manière pour introduire des réformes dans ce pays : il y a la manière de le faire qui a bien marché, à savoir on se met autour de la table même si cela prend du temps, syndicats, employeurs, experts, Etat, pour faire le point sur données futures.

Ce qui est inquiétant est que les régimes de retraite ne sont pas fait avec 0 ou 1% de croissance.

● **Pour JC MAILLY**

La jeunesse c'est la priorité mais c'est ELLE qui va travailler encore plus.

Dans la période de crise, oui une part de l'activité syndicale est la résistance, cela fait partie de l'activité syndicale. Vrai partout.

● **Pour Jean PISANI-FERRY**

On est tous trop conservateurs, syndicats, patronat, corps de l'Etat, hommes politiques par rapport au millefeuille.

Sommes nous capables de nous réinventer?

● **Pour Patrick ARTUS**

Le travail des experts est d'identifier les problèmes et non pas les solutions, elles sont à trouver autour des négociations. Le choix politique à faire est de savoir comment on va corriger le coût du travail.

➔ **Nouvel intervenant François BOURGUIGNON - Directeur de l'Ecole d'économie de Paris, ancien économiste en chef de la Banque mondiale - Rôle de grand témoin**

Il est important de partir de l'amont

Le Revenu par tête depuis 30 ans en France a décliné / aux EU, Allemagne, GB, Suède, Pays-Bas.

Heureusement on a les italiens qui nous permettent d'avoir la tête haute

Analyser les réformes ne peut pas se faire indépendamment de ce contexte de Long Terme.

Cette situation de déclin est elle si grave que cela ?

Premier élément : Le bien être de vivre en France, meilleur que ailleurs.

Donc le problème de cela est le fait que à un moment ou à un autre, on va tomber sur un mur. On peut vivre sur système des retraites pendant longtemps et on se rendra compte que cela sera non viable, soudainement la France ne sera plus agréable à vivre. Donc les réformes sont nécessaires pour éviter que ce genre de mur ne se dresse devant nous.

Deuxième élément : Le Contexte CT et LT. On ne voit pas comment on va se sortir de la crise.

Et c'est une crise européenne, la politique européenne n'est pas la bonne

Promouvoir des politiques au niveau européen plus satisfaisantes pour l'ensemble des mêmes, mais on ne doit pas oublier de prendre des réformes en France pour garantir son futur à l'intérieur de l'Europe.

Donc important de distinguer les 2 choses.

Quand on parle de croissance, on parle de LT, celle qui va nous permettre de tenir et d'avoir notre niveau de bien être, de maintenir un outil productif, de prendre en compte les aléas climatiques ...

Réformes donc différentes à prendre de celles de CT

Perdant et gagnant : oui mais à CT

Le Conservatisme n'est pas d'aller vers la redistribution immédiate car sera conflictuelle. L'immobilisme est souvent expliqué par les conflits

Il est possible de mener une réforme, car une redistribution des ménages vers entreprises à terme bénéficiera à l'ensemble de la population. Si en plus il y a des mécanismes fiscaux en place, le partage sur une période donne des gains à tous les acteurs. Le travail des économistes est de mettre en évidence le fait que à CT il y a des perdants et gagnants mais à LT il y aura des gains ou des pertes évitées.

Les Réformes plus concrètement

Coût du travail, retraite, logement, formation professionnelle

Formation professionnelle est importante car beaucoup de personnes actives ont des compétences faibles, (*enquête OCDE qui ressemble à celle de PISA*), on fait des tests auprès de personnes qui sont employées. Bizarrement la France est en fin de peloton derrière Pologne mais devant Chypre, Malte et Italie mais meilleure que USA

Et donc elle contribue à un manque de compétitivité.

● Pour Jean PISANI-FERRY

Dans les stratégies de réforme, il faut se poser les questions : dans la conjoncture actuelle que faire pour avoir des effets à LT mais qui ont des bénéfices aussi à CT

Ex les retraites : les mesures qui allongent la durée au travail permettent de rassurer sur la coexistence d'un système futur, et donc ne conduit pas à épargner et donc bon à CT.

Ex la capacité de l'école à irradier les inégalités, l'école est fondamentale.

● Pour JC MAILLY

Choses à faire dans la formation : oui.

Réformes doivent elles relever de la logique de cotisation ou d'impôt ?

L'Allemagne devrait bien avoir aussi un Smic.

Sur la formation professionnelle, les entreprises qui la financent, financent pour leurs salariés et c'est logique. Qu'il y ait une meilleure répartition oui, la formation des demandeurs d'emploi par contre doit être prise en charge par l'Etat (*qui s'est défaussé aux régions*).

L'AFPA va au tapis si rien n'est fait d'ici Mars. 80% des personnes sortant de l'Afpa trouvent un emploi.

● Pour Patrick ARTUS

Sur la formation, il existe une corrélation entre PISA et chômage des jeunes.

Cas suédois est intéressant, réforme de l'Etat, mais aussi des dépenses explosives en matière de R&D. Soutien monétaire important en Suède qui a conduit à de bons résultats, ici en Europe ?

● Pour PISANI-FERRY

On baisse car en Primaire on a sous-investi et le lycée coûte trop cher

CONCLUSION

Pas de liste des priorités à faire.

Le coût du travail revient souvent néanmoins.

Pour y remédier : des solutions fiscales, mais pas facile à modifier le système et en plus un système de PO redoutable et inefficace.

Revenir sur les temps de travail

Il faut que les entreprises acceptent la concurrence

Sur le coût du travail oui, mais aussi le coût des services aux entreprises

Les conférencières

Philippe BLANDIN – Martine DURAND – Eric DUSSEUX – Michael ROBERTS – Farid TOUBAL

Présentation du thème

Aujourd'hui, les activités des entreprises, qu'il s'agisse de la conception des produits, de la fabrication des composants, de l'assemblage ou de la commercialisation, sont de plus en plus réparties dans le monde entier, créant ainsi des chaînes de production internationales. De plus en plus de produits et services sont "Made in the World" et non plus "Made in the US" ou "Made in France". Les nouvelles mesures des échanges commerciaux en valeur ajoutée développées récemment par l'OCDE et l'OMC cherchent à mieux appréhender ce phénomène en corrigeant le biais statistique créé par l'imputation de la totalité de la valeur commerciale au dernier pays d'origine.

Cette nouvelle approche statistique qui vise à estimer l'origine (ou les origines) de la valeur (par pays et par secteur d'activité) qui est ajoutée à chaque étape de la production de tout bien ou service destiné à l'exportation (ou à l'importation) offre un éclairage nouveau sur la mondialisation. Où se situent les pays en terme d'intégration, de compétitivité et d'emploi dans les chaînes de valeur mondiales ? Quel rôle jouent les importations dans les exportations de biens et services ? Quel est le véritable poids des services dans les échanges ? Faut-il repenser l'origine des déséquilibres commerciaux bilatéraux ? Comment les chocs exogènes et macro-économiques se propagent-ils à travers les chaînes de valeur ? Quelles conséquences pour les politiques publiques, industrielles et commerciales ?

Prise de notes

Le commerce est très complexe car cela devient des bouts de production pour chaque produit.

● Pour Martine DURAND - Directeur des statistiques et Chef Statisticien de l'OCDE

3 exemples : poupée Barbie, Boeing ou iPhone

Seule une partie est fabriquée en Chine, en France et aux EU.

Ce sont donc des chaînes internationales de valeur : made in the World et plus made in China seulement

Les pays asiatiques sont très intégrés dans la chaîne de valeur, les pays producteurs de matières premières aussi.

Autre groupe intermédiaire : par exemple Europe et France, 25% contiennent des intrants

France: c'est le secteur industriel où les intrants étrangers représentent une part la plus importante (ex l'automobile). Pour la Chine c'est l'électronique.

Le déficit de la France est aussi important en Chine que Allemagne

Les services représentent deux tiers du PIB mais beaucoup de ces services sont marchands.

➔ Nouvelle représentation des échanges internationaux

Compétitivité de nos exportations passent par la pertinence de nos importations

==> nouvelle lecture des échanges, cela passe par les importations aussi car ils sont intégrés dans les produits par les inputs, les services inclus dans les produits manufacturés par ex (R&D, marketing, design, dans les produits manufacturés)

➔ Forte VA française exportée dans les produits, et donc nouvel outil de mesure des échanges internationaux

● **Pour Farid TOUBAL - Professeur à l'ENS Cachan et conseiller scientifique au CEPII**

C'est la fragmentation des chaînes de valeur
Les échanges se sont complexifiés.

Piste 1 : commerce en Valeur Ajoutée doit être remis au cœur de la compétitivité des importations, exporter c'est gagner des parts de marché, mais aujourd'hui importer cela peut être compétitif.

La compétitivité allemande et française : bonbons en grande surface (France) sont moins bons que dans confiserie (Allemagne).

Ce sont les allemands qui importent des produits semi finis et les transforment et en font de la qualité.

Piste 2 : le secteur des services, certes il faut relancer l'industrie mais en France on est compétitif dans les services. Ils pèsent 20% et la part ne serait pas assez grande, finalement la part des exportations de services s'est développée

Piste 3. A quelque part, il est indéniable que toutes nos économies sont liées, Chine, Allemagne, Inde,, ce lien est le fait de cette fragmentation des processus productifs.

Et donc on subit des chocs. Tsunami au Japon a des conséquences sur l'économie française, Toyota reçoit moins de biens intermédiaires pendant ce temps.

Mais le Japon l'a fait depuis longtemps cette fragmentation des processus, '60, Allemagne dans les années '70

Mais ce phénomène s'est accéléré avec les progrès technologiques, la communication.

1994 : La France fragmente car il est plus facile de communiquer avec le reste du monde

Les zones de libre échange permettent d'importer à moindre coût de production des biens intermédiaires dans ces zones

→ Tout cela a un impact sur l'emploi,

Les filiales des entreprises étrangères contribuent à 25% de la VA sur notre sol et donc c'est très important

● **Pour Eric DUSSEUX - Vice président Stratégie de SANOFI Pasteur**

Comment les processus sont fragmentés

La DIT devient la division internationale des processus productifs

● **Pour Philippe BLANDIN - Secrétaire général de Mecachrome automobile et aéronautique**

La Valeur ajoutée est dans le savoir faire et dans la proximité des clients

Le parc machines de notre entreprise est japonais (MAZAK), et donc dès qu'il y a grain de sable au Japon, l'entreprise est impactée.

Le Problème en France est aussi de trouver du personnel qualifié ouvrier. C'est pour cela que l'on va aussi à l'étranger.

● **Pour Michael ROBERTS - Coordinateur de l'aide au commerce de l'OMC**

Les pays les moins avancés participent aux chaînes de valeur.

49 des pays les moins avancés ont un revenu brut annuel < 1 500\$.

Leur participation dans le Commerce International a doublé mais reste très faible entre 2000 et 2012.

CONFERENCE : COMMENT EXPLIQUER LES ECARTS DE CROISSANCE ?

Les conférenciers

Gilbert CETTE – Michel FOUQUIN – Giuseppe NICOLETTI – Emmanuel LECHYPRE

Présentation du thème

A long terme les gains de productivité déterminent la progression des niveaux de vie ; et c'est au XIX^{ème} siècle que se produit la grande divergence entre les pays occidentaux et le reste du monde. Cet écart se maintiendra et se renforcera pour l'essentiel tout au long du XXI^{ème} siècle. Depuis 1995 on assiste à une double évolution, d'une part les écarts se creusent entre l'Europe et le Japon vis-à-vis des Etats-Unis, d'autre part des pays, que l'on qualifie d'émergents, comblent une partie de leur retard. En Europe le déclin des gains de productivité se conjugue à la crise financière et à une perte de compétitivité notamment des pays du Sud ; perte de compétitivité qui handicape leur sortie de crise ; dans quelle mesure celle-ci est-elle cause de ce déclin? Est-ce la fin du productivisme? On s'efforcera d'explicitier les déterminants de la productivité dans ces pays: réglementations, fiscalité, dépense de recherche et développement, qualité de l'enseignement etc. Du côté des pays émergents les sources des gains diffèrent sensiblement d'un pays à l'autre: industrie pour la Chine, agrobusiness pour le Brésil, services pour l'Inde ; des trois modèles de rattrapage quel est celui qui semble le plus prometteur? Le surinvestissement à la Chinoise est-il soutenable à long terme? A l'inverse, la faiblesse des niveaux d'épargne et d'investissement brésiliens peuvent-ils être corrigés? Enfin, qu'est-ce qui bloque l'Inde?

Prise de notes

Introduction Emmanuel Lechypre

Lien net entre productivité et compétitivité

Productivité du travail ou globalité des facteurs ?

Giuseppe NICOLETTI - Responsable d'un des départements économie de l'OCDE

Le cœur du sujet c'est finalement les performances en matière de productivité, mais il y a aussi la démographie.

Gilbert CETTE - professeur Économie associé Université Aix Marseille

Derrière l'évolution de la croissance économique d'un pays, ce sont aussi les facteurs démographiques, mais l'évolution de la population ne commande pas la production par tête, c'est la productivité, mais c'est aussi le taux d'emploi.

Sur le Long Terme, la contribution des évolutions des taux d'emploi sur l'évolution du PIB est relativement mineur

Michel FOUQUIN - CEPII

Ce qui me frappe dans l'histoire des pays, il y a des moments de rupture, des pays à croissance molle ne permettant pas de sortir de la pauvreté, il y a eu des réformes mises en œuvre et on ne voit pas d'amélioration de la productivité qui semble relancer la croissance.

La Chine a fait des progrès mais elle va se confronter à des défis et en ce moment elle doit mettre en place des réformes sur la TERRE car ils ne sont pas propriétaires de leur maison.

Pour G. NICOLETTI

Il y a la quantité de travail, le nombre de bras, comment on travaille, de manière intelligente ou non. Et le reste est la quantité d'heures ou personnes impliquées dans le processus économique. Plus on s'approche de cette limite et plus la productivité décline. C'est un facteur lié dans les pays les moins développés qui doivent absorber des technologies. Et tout cela dépend des politiques mises en œuvre.

● EXPOSE de Gilbert CETTE -Contexte historique

Productivité sur longue période.

La productivité du travail ou celle globale des facteurs rapportés au capital productif mobilise des richesses. Les écarts de croissance peuvent être expliqués par la différence de productivité horaire durable. Il y a des vagues et des décalages dans le cycle.

- Vagues observées aux EU pays leader

A la fin de la 1^{ère} révolution industrielle, la productivité est à 4,75% : chemin de fer, ensuite diffusé énergie électrique ...

La 2^{ème} révolution sur 30 ans est à 2% - Fin années 1985 cette 2^{ème} vague est représentée par les TIC. Les pays qui ne connaissent pas la guerre connaissent la productivité.

Les TIC étant nés, allons nous connaître à présent un monde avec peu de croissance de productivité, c'est à dire à moins de 0,5% par an ?

Certains pensent que oui, certains non, car les TIC se diffusent en 3 dimensions.

Pour la France on a eu beaucoup de retards dans la diffusion des TIC en raison de la guerre.

On a les mêmes vagues mais avec un décalage dans le temps de plusieurs décennies.

On a dépassé les EU dans les années 90 car on travaille moins, il y a un rendement décroissant de la productivité du travail. Quand on mobilise moins la population à travailler, on est plus productif car on se mobilise plus.

Début des années 2000, c'est l'épuisement des TIC, on se stabilise à un certain palier.

La régulation concurrentielle sur le marché du travail, le manque de flexibilité du marché du travail explique ces écarts de diffusion par rapport aux EU. C'est donc un facteur de politique économique pour plus de 50% et on souffre en plus d'un déficit éducatif par rapport aux EU.

Conclusion

Des vagues de productivité avec épuisement de la vague des TIC.

Nouvelle vague TIC ?

Avenir : la politique économique et le travail sur l'adaptation de institutions pourraient permettre de rattraper les EU par rapport à ce retard.

● EXPOSÉ de Giuseppe NICOLETTI - Voyage au cœur des racines e la productivité

Avant de parler des écarts de productivité, qu'est ce qui détrône la productivité, comment est composée la productivité du travail ?

Elle dépend à la fois de l'investissement en capital tangible et d'intrants dans la production qui sont plus difficilement mesurables, comme par exemple la compétence des travailleurs, le niveau technologique des actifs, la qualité du management ; mais aussi la capacité d'innovation des entreprises.

La Productivité Globale des Facteurs (PGF) est donc le résidu.

3 influences dans PGF

- Les retombées positives du contenu technologique des actes tangibles

- L'Investissement en biens incorporels et potentiel d'innovation

L'Efficacité des mécanismes de création destructrice des liens intersectoriels.

Une économie doit être capable de relouer les ressources vers les firmes plus productives et cela dépend des politiques mises en place

Sources de la PGF

Interne aux entreprises : investissement en nouvelles technologies, propriété intellectuelle, R&D.

Entreprises à entreprises, car elles utilisent des biens intermédiaires, transfert de ressources entre firmes (des entreprises en difficulté vers celles plus performantes)

Retombées sur l'économie des compétences (spill overs)

Il y a un mécanisme de feed-back de l'économie sur les entreprises, une entreprise est innovante mais ne peut croître à cause d'entraves d'entrées sur le marché, ou difficultés à embaucher ou à licencier, ou trouver des biens intermédiaires de qualité, cela va dissuader les entreprises innovantes à entrer dans le marché.

Il y a un grand nombre d'entreprises ayant une productivité en dessous de la moyenne, et une queue d'entreprises qui ont une productivité très au-dessus. Si une économie stimule ses entreprises, cette économie aura un avantage par rapport aux autres.

L'Europe a une part de croissance de l'emploi dans les entreprises stagnantes alors que la croissance de l'emploi aux EU est plus due à des entreprises plus productives.

Les entreprises très productives aux EU ont une part de marché plus importante que celles en Europe.

Quand on investit plus en biens incorporels, le PIB est plus élevé, et c'est le cas aux EU.

L'investissement en biens incorporels a pris même le dessus par rapport aux investissements physiques et cela ne se retrouve pas dans des pays avancés de l'OCDE

Un exemple de la qualité managériale : EU, Japon Allemagne, Suède, Canada , GB, Italie, France sont en tête.

Quel est le rôle des politiques ?

Un très large choix de politique peut influencer sur la productivité, mais la plus importante est la politique de la concurrence car les entreprises ont alors une incitation à améliorer la productivité.

Quand faible niveau concurrentiel, la qualité managériale est meilleure et donc par voie de conséquence sur le niveau de productivité.

Un exemple de mesure de compétence du management : questionnaire aux entreprise pour décrire les relations au travail

● **EXPOSE de Michel FOUQUIN sur les pays émergents**

Ils ont eu une croissance extensive sans se soucier de la qualité des facteurs de production.

La productivité est la condition pour l'amélioration des niveaux de vie.

Il y a progression du niveau de vie européen par rapport au reste du monde.

De la grande divergence à la grande convergence : Ecart ascendant jusque 2000 entre pays développés et émergents, et depuis grande chute des différences.

Les écarts changent avec les pays développés : avec Afrique, l'écart qui ré-augmente, avec l'Asie écart qui diminue fortement.

Ça qui explique cela : dans pays développés ralentissement fort de la productivité du travail, alors que dans reste du monde on est à 5% par an en Europe centrale, 7% en Asie.

Les pays d'Asie : Japon commence à réussir à rattraper son niveau très bas. PGF Chine 3,6 avec croissance de 9% par an. Inde 2,6 avec croissance de 6,6

L'emploi en Chine n'a pas fortement progressé car la Chine a connu des réformes importantes, nouvelles usines construites et donc croissance importante en PGF.

En Indonésie, il y a de faibles investissements et on constate que leur PGF est plus faible par rapport aux autres pays d'Asie. Si l'investissement n'est pas assez fort, le rattrapage sera plus lent.

Objectif : mettre de plus en plus de personnes au travail avec investissements

Facteurs qui bloquent l'évolution vers pays développés

- le niveau d'éducation de la population
- la part des produits High tech dans les exportations
- le vieillissement de la population (Chine va avoir un problème qui s'accélère)
- le prix des matières premières dans pays Afrique, Amérique latine, Russie joue un rôle aussi dans cela, car quand le prix des matières premières est bien fixé, cela permet des rentes d'argent par les exportations qui permettent un soutien des politiques économiques en investissement, en éducation

Questions diverses aux intervenants au débat

Le niveau de formation est un élément essentiel de productivité et l'écart de niveau éducatif explique ces écarts.

Le Travail des femmes, moins payées que les hommes, est moins productif car elles sont moins payées et donc coûtent moins cher. Écart de productivité important plutôt du côté des jeunes. Les seniors les moins productifs sont ceux soumis au risque de chômage.

Comment résoudre les problèmes d'écart de croissance au sein de la zone euro ?

Les politiques sont les causes, celles décourageantes pour les entreprises, montrent que le niveau de concurrence dans les services aux entreprises par exemple, est important et peut donner un avantage à l'exportation ou une capacité à être plus productive.

Les institutions : la justice, la longueur des procès introduit la longueur des décisions et limite l'attractivité des investissements.

Le droit à la faillite, le coût de l'échec des entreprises décourage aussi

Rattrape des pays émergents aux pays développés ?

La part de la population d'une nation dans le monde pourrait devenir un critère.

C'est intéressant que des pays sortent de la pauvreté, que les revenus des classes moyennes augmentent. Mais ce qui est inquiétant, est que les chinois peuvent espérer avoir un taux d'équipement le même que EU. Car on ne disposerait pas des ressources énergétiques suffisantes. Il pourrait y avoir une régulation qui s'imposerait, ex une automobile pour 10 personnes.

Si ils nous rattrapent il faudra développer un nouveau mode de vie soutenable à Long Terme.

Efficacité de la puce numérique, bit date, objet intelligent ... ?

Capable d'amener une grande vague de productivité, mais il y a aussi la question de la puissance pour faire baisser leur prix à leur utilisation à l'entreprise. Les vagues technologiques sont créées par les hommes et ne tombent pas du ciel, cela dépend donc de façon cruciale des politiques économiques.

Des pays peuvent rattraper leur retard, comme la Corée du sud, les salariés étant très bien payés et incités à produire des innovations. Leur utilisation permet d'améliorer leur niveau de vie, l'élévation des niveaux d'éducation pour améliorer les générations futures.

Problème de l'Inde, réforme ? Élections en 2014

La Crise financière de 1991 a conduit à faire des réformes pour libéraliser l'économie, il y avait des contraintes sur les entreprises pour les empêcher de produire plus qu'un certain niveau. Elles se sont libérées de ces contraintes. Le secteur où cela a très bien fonctionné : les logiciels, software pour les NTIC.

Sur le plan industriel qui est la réussite chinoise, par contre en Inde cela traîne encore les pieds car il existe des réglementations sur achats des biens, du travail, et cela contribue à bloquer le développement industriel. Le secteur des Software est nouveau et donc pas de lobby encore, donc pas de blocage, alors que dans les industries textiles, ce qui les fait bouger c'est de voir la Chine se développer et c'est peut être la fierté qui pourrait déclencher leur envie de décoller.

CONFERENCE : L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, UNE AUTRE CONCEPTION DE LA RICHESSE ?

Les conférenciers

Philippe FREMEAUX – Benoit HAMON – Florence JANY-CATRICE – Joël TRONCHON -

Présentation du thème

L'économie sociale et solidaire (ESS) bénéficie aujourd'hui d'une reconnaissance croissante. Du fait des services qu'elle rend et de la promesse qu'elle porte : celle d'une économie qui répondrait aux besoins de manière soutenable et donnerait la priorité aux personnes et à l'emploi plutôt qu'au profit ; celle d'une économie qui soit ancrée dans les territoires et dont les organisations seraient gouvernées démocratiquement. Au moment où des lois cadre sur l'ESS sont soumises aux Parlements français comme québécois, cette table ronde visera à évaluer dans quelle mesure et à quelles conditions l'ESS peut tenir cette promesse de transformation sociale.

Prise de notes

La loi sur l'ESS propose-t-elle une autre conception de la richesse ?

Les acteurs voulaient une loi car c'est un modèle entrepreneurial, une gouvernance nouvelle des entreprises non lucratives, à savoir : l'usage des bénéficiaires est destiné à principalement à faire fonctionner les coopératives, mutuelles, associations ...

Elle permet aux acteurs de changer d'échelle, de grandir, voir leur part dans l'économie grandir.

Relation entre ESS et autres indicateurs de richesse.

C'est un moyen de mieux valoriser l'économie.

On remet en cause le PIB, pourquoi ? L'indicateur ne compte que les flux de richesse, au niveau environnemental tout va s'effondrer. Le PIB ne dit rien sur les inégalités, le travail bénévole, l'activité de coopération, de militantisme... qui contribuent au bien être collectif.

L'objectif premier est de définir ce qu'est l'ESS et son périmètre ?

Méthode de gouvernance plus au service des personnes, des inégalités ...

Évaluer l'ESS c'est évaluer ce que font les structures de l'ESS.

L'utilité sociale c'est le fruit de choix de ce qui est bon pour une nation.

Comment l'évaluer ? Car l'évaluer, c'est affecter un jugement sur cette utilité.

L'évaluation des politiques publiques, les mesures des performances globales dans des entreprises.

Difficile de convertir en euro la dignité des hommes retrouvée ou perdue quand perte de leur emploi. Comment mesurer en monnaie les inégalités ?

Autre solution: c'est presque un bien commun, il faut expérimenter avec des indicateurs.

● Pour Benoît HAMON – Ministre chargé de l'ESS et de la consommation

Comment évaluer en euro un bénévole de foot, comment le chiffrer et faut-il l'évaluer ?

Oui si on veut montrer que la fonction ESS va bien au delà de la création monétaire car elle a un impact sur le social ...

L'Évaluation critique en terme de PIB de l'ESS existe car ne montre pas l'impact des conséquences de l'ESS. Cela amène à faire une révolution mentale.

Ex la stratégie ou la politique publique de la petite enfance différente dans construction budgétaire et condition mentale.

Petite enfance cela peut être l'ouverture à l'école maternelle des 2 ans car permet la socialisation, OU la création de crèche, ou la solution de garde à des horaires particuliers.

On a besoin de construire avec les collectivités, les acteurs de l'ESS, des solutions adaptées.

Hier la solution publique aurait été une solution unique qui s'applique partout

Aujourd'hui ça serait de partir de l'idée qui s'applique au terrain et donc cela suppose à conduire des révolutions mentales au niveau de l'Etat.

Cette loi a pour vocation de mieux définir les objectifs et de la définir pour que l'ESS grandisse.

Pourquoi l'ESS doit grandir?

Une entreprise qui fait de l'ESS est plus concurrente que entreprise classique. La durée de vie des entreprises en ESS est plus longue, dans 75% des entreprises transmises à leurs salariés, elle reste en vie, alors que dans entreprises transmises à un tiers, elles ne sont plus que 60%. Car elle a un modèle entrepreneurial qui a d'autres intérêts que réaliser des plus-value, contraire à l'intérêt de l'entreprise elle-même.

La nouveauté est que ce modèle est plus résistant. Le choix de la loi est de ne pas faire un règlement intérieur pour les entreprises statutaires à l'ESS mais de dire qu'il y a des principes qui permettent de mieux résister.

40 articles de la loi qui expliquent cela.

La loi doit viser à promouvoir et soutenir la place dans l'économie parallèlement à l'économie privée.

● Pour QUEFANNEC – Conseiller régional Lyon

Ce à quoi il faut penser, c'est au nombre des entreprises qui vont être cédées dans les années à venir (ex en Rhône-Alpes on parle de 25%) . L'acquisition des salariés est un champ à travailler

Se développent des chaires sur l'ESS, ce sont des nouveaux entrepreneurs, peut être pas uniquement des SCOP mais ils veulent introduire d'autres critères dans le champ de la rentabilité. Ce n'est pas seulement une économie de réparation ou de niche.

Il faudrait créer des instruments financiers ou des clés de développement.

Il y a des champs économiques ouverts à l'ESS

La Gouvernance de l'ESS : rôle des territoires qui est souvent lié au local.

La dimension régionale est introduite fortement car synonyme de progrès local, et difficile de les repérer au niveau national.

● Pour Joël TRONCHON – Fondation SEB – un exemple pragmatique

L'ESS est important pour notre groupe.

Au niveau local on a des usines SEB qui ont créé des partenariats avec des entreprises d'insertion.

Ex : espaces verts, gestion des déchets ...

Mais ce qui est plus intéressant est de travailler en collaboration avec des entreprises d'insertion quand on a un problème économique pour créer de l'activité.

Exemple chez TEFAL on a créé une entreprise d'insertion pour les produits non vendus, pour le ré-emballage ...

Quand on est dans grande entreprise, gérer des petites séries, gérer le reconditionnement des produits, la grande structure ne sait plus le faire, et c'est donc ces entreprises de l'ESS qui ont un sens pour cela.

C'est un modèle économique différent assis sur des entraides, le mécénat de compétence, des salariés qui aident les salariés de l'entreprise d'insertion pour améliorer des choses et cela a un point positif pour SEB aussi. On utilise aussi l'intérim de réinsertion.

● Pour Benoît HAMON

Un exemple concret d'ESS : le Téléthon, a été créé le laboratoire Génome où travaillent des chercheurs, laboratoire pharmaceutique leader mondial sur thérapie génique.

Quand le laboratoire a découvert la carte sur génome humain, il aurait pu garder cette recherche car profit considérable.

Il a plutôt mis cette découverte au service de l'intérêt général en proposant les résultats à d'autres laboratoires pour accélérer la recherche et proposer des médicaments pour ces maladies rares.

Ils ont été utiles socialement car pas de profit mais un intérêt général a été préféré.

Pourtant ce laboratoire est bien dans le secteur concurrentiel

C'est un bon exemple d'acteur du marché économique car ses besoins en investissements sont considérables.

Un autre exemple : 50 000 emplois disparaissent tous les ans dans les PME car les entreprises ne sont pas reprises. Il faut informer les salariés pour les inciter à les reprendre, ex la SCOP d'amorçage.

3 pistes : informer, SCOP d'amorçage et aide financière

Questions diverses

Conclusion du rapport Stieglitz sur les indicateurs de croissance ?

FLORENCE JANY-CATRICE – Professeur Université Lille

Cette obsession pour la croissance économique était sans doute folle, et les experts ont ouvert des pistes de travail comme mesurer le niveau de satisfaction générale de la population, leur bonheur.

Accompagner les indicateurs macro d'indicateurs de répartition de richesse, et montrer l'intérêt de l'ESS par exemple.

Quelles mesures à mettre en place pour attirer épargne vers l'ESS ?

Pour Benoît HAMON

Exemple de l'assurance vie, fonds d'épargne solidaire pour capter l'épargne des français vers l'ESS mais ensuite il est incontestable que comme on ne peut attendre des rendements élevés, il n'y aura pas d'investisseurs qui attendent des rendements comme ceux des start-up

CONFERENCE : A-T-ON ENCORE BESOIN DES BANQUES ?

Les conférenciers

Patrick ARTUS – Karine BERGER – Laurent MIGNON – Jean-Paul POLLIN – Hélène REY – David THESMAR

Présentation du thème

Les nouvelles réglementation des banques (fonds propres, levier d'endettement, ratios de bilan...) partent d'une vision assez claire des régulateurs des banques : il faut réduire le risque pris par les banques pour sécuriser l'activité de collecte des dépôts ; il faut réduire la taille des banques pour éviter le «too big to fail» ; il faut faire disparaître les garanties publiques implicites dont disposaient les banques, ce qui impose, pour que les banques soient sûres, un niveau très élevé de fonds propres.

Tout ceci conduit à une baisse de la taille de l'encours de crédit et des bilans des banques. La question centrale posée est donc celle de la capacité des économies à fonctionner normalement avec des banques et du crédit de plus petite taille. Peut-il y avoir une désintermédiation suffisante ? Les entreprises, comme au Japon, peuvent-elles autofinancer leurs investissements ? Le passage à des financements de marché des entreprises (obligations...) est-il dangereux ?

Prise de notes

● Pour Patrick ARTUS – Directeur des Etudes et Recherche Natix -

Les nouvelles dispositions des banques, répondent-elles aux besoins des entreprises et de l'économie ?

Depuis la crise elles sont soumises à de multiples réglementations :

- des ratios de liquidité
- des ratios de ressources stables pour faire des crédits longs
- des ratios de fonds propres
- des ratios d'endettement

Il faut qu'elles aient restructuré leurs dettes et seulement après elles peuvent aller chercher du refinancement auprès des états ou de l'Europe.

Cela, augmente-t-il le coût de refinancement des banques ?

Débat théorique : théorème Modigliani et Miller, cela ne changerait en rien au coût de refinancement des banques.

Pour ARTUS ce théorème ne peut pas s'appliquer aux banques

Les problèmes

1/ aujourd'hui les banques détruisent de la valeur, le rendement est plus faible que le coût de leur capital et donc détruit de la valeur pour ses actionnaires. Cela pose donc un problème pour attirer des fonds propres

2/ coût de refinancement de l'économie, les banques paient la garantie des états gratuit, elles doivent la payer

3/ ceci va pousser l'économie à passer vers moins d'intermédiation bancaire, les PME peuvent se financer sur les marchés, par des techniques de titrisation.

4/ nouveaux intervenants dans le financement, les grands fonds se mettent à faire du crédit à en racheter, comme en Chine.

● **Pour JP POLLIN – Professeur Sciences Economiques – Université Orléans -**

La question est de savoir si on a besoin des banques, c'est à dire l'intermédiation ?

1/ la désintermédiation ne paraît pas nécessaire et utile

Elle date de la fin des années 80, et depuis, on voit avec des hauts et des bas, on voit glisser le taux de désintermédiation, il y a aussi le comportement des grandes entreprises.

Elles se faisaient un point d'honneur d'aller sur les marchés pour être indépendantes des banques.

Il y a actuellement des baisses de financement des grandes entreprises car les coûts de financement des banques est supérieur à ceux des entreprises entre 2009 et 2012

On a classé le système financier français dans la catégorie des systèmes anglo-saxons.

Pour les autres entreprises, PME, TPI, elles ont toutes ce qu'il faut en matière de financement. 80% des prêts demandés sont satisfaits. Contrairement à ce que l'on dit par rapport à la nouvelle réglementation bancaire, il n'y a pas de rationnement et durcissement du crédit.

Avant la crise il y avait une bulle de crédits.

Cette désintermédiation représentait 45 milliards et 80% sont gardés par l'entreprise elle même.

Le recours au marché financier des la part des PME pourquoi pas, cela suppose de passer par la case capital investissement, puis il faut que les entreprises acceptent d'ouvrir leur capital et que les coûts de transaction et coûts d'illiquidité ne soient pas trop élevés pour que le coût établi par le marché ne soit pas plus élevé que par les banques.

2/ pas souhaitable

Car on est dans un système économique social d'Europe continental fortement régulé avec forte protection de l'emploi, et les entreprises recherchent une flexibilité financière quand elles n'ont pas de flexibilité ailleurs.

● **Pour David THESMAR – Professeur Economie HEC – Membre du Conseil d'analyse économique**

Chadow banking système (*système d'intermédiation du crédit*)

Modigliani et Miller

Les Fonds propres des banques : 3%. L'essentiel de la dette de la banque sont des dépôts, et elle est censée les prêter. Et donc le risque c'est qu'elle n'ait pas assez de fonds propres.

Si seulement 3% de fonds propres c'est risqué, car cela vaut d'intérêt (garantie) quand elles sont très endettées.

Si on réduit le montant des dettes et augmente celui des fonds propres, les prêteurs demanderont une rentabilité plus faible car moins de risque de perdre leur dette car existent des fonds propres.

À CT quand une banque à des problèmes, si elle perd plus que 3% de ses fonds propres, les marchés se ferment et donc soit elle fait faillite, soit elle se contracte.

Une régulation qui renforce les fonds propres a un impact qui renchérit le crédit mais au bout de 5 ans ça s'annule.

Système bancaire de Londres

Le rôle d'une banque c'est de faire des prêts, et c'est aussi de créer de la monnaie.

Elle a adossé ses prêts sur les titres de propriétés assis sur des dépôts.

Dans la période avant crise, il est apparu une deuxième demande de monnaie, qui est une demande des grandes entreprises et des institutions.

Elles veulent investir dans des choses qui rapportent des taux.

● **Pour Laurent MIGNON – Directeur générale de Natixis**

Citation de Montebourg à propos des banques : « les banques ne font pas leur métier. »

Cette citation a été faite à l'occasion de la création d'un fonds pour aide aux entreprises.

Depuis 2009 les encours aux entreprises et prêts ont augmenté de plus de 20 milliards d'euro donc on fait notre travail.

Mot sur la séparation des banques.

Ceinture de chasteté entre partie bonne et partie mauvaise des banques.

Les banques prennent des risques quand elles prêtent, font du crédit et c'est un risque qui les mène souvent à des situations délicates.

La question est plutôt de séparer les banques qui spéculent de celles qui ne font pas.

Intermédiation / désintermédiation

Une banque est un intermédiaire entre une épargne d'une population et le besoin de financement pour une autre population. Elle collecte des dépôts qui viennent de ses clients et les prête.

Ce ne serait donc plus la banque qui serait l'intermédiaire.

Elle est très intermédiée pour le crédit, en revanche l'épargne est allée ailleurs, livret A n'est pas réinjecté dans le financement de l'économie, l'assurance vie...

Il y a un marché de l'épargne très intermédié et un marché de crédit intermédié.

Les banques sont allées sur les marchés financiers pour aller chercher des crédits pour prêter à leurs clients car plus suffisamment d'épargne.

Il n'y a pas assez de fonds propres, c'est vrai.

Les projets d'union bancaire et de déréglementation vont dans le bon sens. Ce sont des étapes indispensables pour créer un système européen sans créer de bulles, car trop de crédits créent des bulles.

La demande de crédits des entreprises est faible car peu d'investissements prévus.

Quand les banques transforment moins leur argent de CT à des prêts à LT, les coûts du crédit augmentent.

● **Pour Hélène REY – Professor of Economics – London Business School**

L'union bancaire fait partie de l'arsenal des outils à mettre en œuvre pour que ce que l'on a vécu en 2008 ne se reproduise pas.

Pourquoi faire cette union dans l'Europe.

Ce qui est remarquable c'est que la taille des banques / PIB des Etats permet de constater qu'elles sont énormes.

Quand les pays ont des banques très grandes par rapport au revenu national, c'est tout l'Etat qui est en difficulté quand les banques sont en difficultés. L'Irlande et l'Espagne par ex quand la bulle immobilière a éclaté.

Cercle vicieux entre risque bancaire et risque souverain.

Lien dans les 2 sens, si Etat faible, les banques vont mal et inversement.

À cause de cela, et du cercle vicieux, on assiste dans la zone euro à une segmentation du marché européen des prêts bancaires.

Des compagnies ayant des caractéristiques de risque comparables peuvent avoir des refinancements différents.

Ex : Divergence entre Allemagne et France d'un côté et Italie et Espagne où ça diverge

L'union bancaire permettrait de couper le cercle vicieux net Banque et Etat souverain.

Ce serait mettre ces banques trop grandes au niveau national, les mettre dans le cadre européen.

La construction s'oriente sur 3 piliers :

- un superviseur européen pour tout vérifier (85% du total des actifs européens)
- une autorité de régulation et un fonds de résolution pour que le superviseur ait des pouvoirs et puisse effectuer des changements dans le comportement des banques
- des garanties des dépôts, les dépôts des banques seraient garantis au niveau européen mais cela est plus discuté

Le cercle vicieux serait coupé en mutualisant les risques au niveau européen,.

Projet fondamental pour la survie de l'euro mais projet peut être en péril ? car on ne sait pas à quel niveau on va mutualiser et l'Allemagne bloque.

Sur le coût du crédit

Important de renforcer les fonds propres des banques, car si trop faible, les chocs peuvent les mettre en difficulté.

Il y avait une règle comportementale : quand tout va bien, pourquoi avoir plus de capital ? Et quand tout va mal, alors là, c'est trop tard.

Mais avec Bâle 3 cela devrait changer.

Le coût ne devrait pas monter de beaucoup, car il y a des variables qui peuvent s'ajuster, comme variable de compensation, comme réduction des effectifs dans les banques.

Questions : taille des banques

Les EU on eu de graves problèmes bancaires bien que la taille de eu banque soit très petite / PIB mais l'Etat américain n'a pas été mis en faillite par la faillite de Brothers

Autre point

L'Épargne est plutôt liquide donc les banques prenaient un risque quand elles prêtaient à LT avec des dépôts d'épargne de court terme, risque de liquidité. Cela implique que les épargnants devront faire des épargnes plus longues.

Autre point

Les réformes sont bonnes mais est ce possible de les envisager ?

● **Pour Jean-Paul POLLIN**

Pas d'accord avec ARTUS car la notion de liquidité consiste à dire qu'il faut avoir un ratio.

Les banques quand elles ont des actifs illiquides, il faut que en contrepartie il y ait des ressources stables. Mais les dépôts de la clientèle et entreprises sont comptabilisés pour 90% comme des ressources stables donc susceptibles de financer des crédits.

Le problème est que les banques s'étaient rendues dépendantes de ressources de financement de marché à CT. Des banques finançaient des investissements en Airbus en dollars. Lors de la crise de 2011 ce financement a été stoppé.

Il y a des pays où les banques ont plus de dépôts pour faire des crédits alors que le France c'est le contraire. Les banques n'ayant pas assez de dépôts sont allées sur les marchés financiers pour faire des crédits.

Conclusion par rapport à confiance des banques depuis Lehman

● Pour Laurent MIGNON

Les banques françaises sont solides, asset quality revue menée par BCE (revue des bilans des banques sous sa supervision directe) , ce sera la re-crédibilisation du système bancaire.

● Pour David THESMAR

BCE ne pourra pas dire que telle banque va bien ou mal car on va demander la mutualisation aux états.

CONFERENCE : LES 4 STIMULANTS DE LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

Les conférenciers

François BERGEZ – Gaëtan de Sainte-Marie – Jean-Luc Gaffard – Frédéric MAUREL – Rémi URLET – Rémi ROCHON

Présentation du thème

Sur notre territoire industriel dense et diversifié, de nombreuses entreprises développent leur activité sur la base du "couple mono-produit/mono-marché". Elles maîtrisent parfaitement un "cœur de métier" et de compétences qui sont la source de leur performance mais aussi de leur fragilité. En effet, si la conjoncture ou des évolutions plus structurelles viennent percuter leur base productive, le repositionnement est difficile: la pression sur les prix (sous-traitance) et la faiblesse des marges réduisent les possibilités de rebond.

Le déplacement de la valeur vers des dimensions immatérielles et le fait que la marge provienne de la culture d'entreprise, des savoir faire et de la qualité des relations avec les parties prenantes, obligent le dirigeant à repenser son business modèle régulièrement. C'est bien cette capacité à agréger des compétences, des technologies et des usages de manière originale qui contribue à franchir des seuils de croissance dans des périodes turbulentes.

La conférence essaiera de questionner et d'éclairer ce constat pour comprendre si ces phénomènes sont marginaux ou s'ils prendront une dimension clé dans les futurs possibles de notre industrie.

4 chefs d'entreprise interviendront sur un des 4 leviers suivants :

- 1- Revoir son mode de gouvernance, identifier et organiser les compétences clés de ses salariés: Rémi ROCHON, Directeur Général, EO GUIDAGE
- 2- Utiliser les technologies numériques pour optimiser ses coûts de production : Frédéric MAUREL, Directeur Général, Groupe Mazars
- 3- Innover avec son client pour une montée en gamme des produits et services associés : Rémi URIET, Dirigeant / C.E.O, Coding France
- 4- Mutualiser ses ressources (humaines, matérielles, foncières, offre) grâce au groupement d'entreprises : Gaetan DE SAINTE MARIE, Président, PME CENTRALE

Prise de notes

2 approches

- approche ressources, les entreprises utilisent leurs ressources sans tenir compte des contraintes de l'environnement et donc du marché
- approches inversées, d'où nécessaire de mettre en œuvre de l'innovation

● Pour Rémi URIET - Dirigeant

Activité : Entreprise de gestion des tenues de travail avec suivi par puce électronique (*tenues hospitalières*)
L'Innovation par les usages, ce sont les clients qui ont des besoins et nous, notre rôle est de les imaginer, et de leur trouver les solutions.

● Pour François BERGEZ - Dirigeant

Activité : Leader mondial dans les freins pour Airbus, Boeing ...

On est allé où le leader ne voulait pas aller.

Un avion vole 40 ans, et donc cette technologie doit être sûre.

Le leader mondial était assis sur l'acier et rien ne poussait à changer sa technologie.

2 entreprises française et américaine ont offert une technologie de rupture où il n'y a que du carbone.

On ne vend pas les freins, mais la garantie que nos produits vont assurer plus de 1700 atterrissages. Ils ne sont donc pas valorisés sur l'entrée mais sur l'échange, on vend à l'avionneur que la garantie d'être là.

Le modèle économique est basé sur une notion : on donne le système et ensuite on le change.

● Pour Jean-Luc GAFFARD – Economiste -

La réussite est liée à une asymétrie d'information. Je suis entrepreneur j'ai une idée mais les investissements sont chers.

La réussite repose sur un partenariat avec l'un des clients, l'entreprise a pu affronter la concurrence et coopération.

La nécessité de l'écosystème : avoir des relations de coopération avec des partenaires.

● Pour Frédéric MAUREL - Dirigeant

Activité : Commissariat aux comptes – Expertise comptable

Nos clients on les accompagne dans leur développement et dans l'international.

● Pour Jean-Luc GAFFARD

Le stimulant de la croissance est la frontière de l'entreprise, la technologie est un résultat, ne fait pas des choix. Alors que la frontière de l'entreprise est importante aussi bien que le territoire et l'activité, les grandes difficultés des entreprises en France sont le déficit de compétitivité en prix.

Le problème est qu'il faut innover, être concurrent hors prix, être en situation monopolistique. Or il faut investir et donc avoir les moyens d'investir et donc être compétitif en prix.

Dilemme de politique économique : maintenir l'état du coût du travail avec ce risque d'empêcher l'investissement ou assumer la diminution.

● Pour Gaetan De Sainte-Marie - Dirigeant

Activité : Centrale d'achat sur biens et services qu'une PME ne pourrait pas avoir auprès de grands fournisseurs. Ce consortium noue aussi des relations de partenariats où les frontières s'atténuent.

Tout tourne autour des hommes dans l'entreprise et avec eux hors de l'entreprise.

La force est dans l'action que mettent les adhérents dans le fonctionnement de notre système.

Ex : comité de pilotage tous les trimestres avec les 15 plus gros dirigeants des clients de centrale d'achat. On est en contact direct avec les besoins de nos clients.

Ex : dans entreprise pas d'acheteurs alors que centrale d'achat. Mais les clients en ont, ce sont eux qui vont négocier pour les achats dans une commission d'achat. Visions et approches différentes car profils différents et connaissent bien le marché, donc ensemble ils font un travail de qualité.

Les conditions pour permettre ces collaborations qui ont des techniques d'achat différentes, culture d'entreprise différente Ce n'est pas simple.

Mais c'est l'expérience professionnelle propre, des échecs dans d'autres entreprises par ex, le développement d'outils ensemble pour mieux piloter dans leur propre entreprise, ensuite le fait de mettre des liens entre des gens différents permet d'en tirer des bénéfices bien au delà que des négociations pour acheter, mais échange des pratiques sur métier, ou complémentarité entre entreprises, se regroupent pour aller vendre ensemble des produits.

● Pour Rémi ROCHON - Dirigeant

Activité : Dispositifs pour les mal voyants ou aveugles

Le stimulant de croissance est l'ensemble des collaborateurs. L'Entreprise est attractive dans ce qu'elle promet dans les conditions de vie.

Ce sont les collaborateurs et les personnes ayant un besoin qui sont incités, moteur de la motivation.

CONFERENCE : L'ÉCONOMIE FRANÇAISE MALADE DE SES INSTITUTIONS ?

Les conférenciers

Philippe AGHION – Yann ALGAN – Clara GAYMARD – Martin HIRSCH – Juliette MEADEL – Olivier KLEIN –

Présentation du thème

L'état de santé de la démocratie française a de quoi inquiéter. Depuis plus de trente ans, les enquêtes internationales montrent que les français, plus souvent que les habitants des autres pays développés, se défient de leurs élus et de leurs pouvoirs publics. Cette défiance s'étend également au marché, aux entreprises, au dialogue social ou encore à l'école.

Quelles sont les causes de cette défiance des Français envers leurs institutions ? Quelles en sont les conséquences sur nos performances économiques, sur le bien-être de nos concitoyens et sur notre cohésion sociale ? Comment rétablir la transparence de nos institutions et redonner une vitalité à notre démocratie économique et sociale ?

Prise de notes

Les économistes au 20^{ème} siècle réfléchissaient sur les marchés, puis on a constaté que les institutions devenaient importantes, essentielles.

Un marché ne suffit pas, il faut des règles, des tribunaux.

La crise financière a montré avec éclat et force qu'il fallait avoir une vision large de l'économie et qu'une vision que sur le marché était restrictive.

● **Pour Yann ALGAN – Professeur Economie – Sciences Po**

Spécificité française qui pose problème en terme économie et bien être

Économie : sources de la croissance c'est la confiance qui est essentielle,

Bien être : on est dans une société de risque dont la capacité à faire confiance pour réguler dépend des pouvoirs publics en place.

● **Pour Philippe AGHION – Professeur Sciences Economiques (Harvard)**

L'aspect confiance est crucial, il y a un lien pour stimuler l'innovation, il faut que le marché du travail soit libéralisé. Il faut donc la confiance sinon il faut de la réglementation excessive.

Les scandinaves ont beaucoup de confiance car ils ont libéralisé les marchés

● **Pour Olivier KLEIN – Directeur général de la BRED Banque populaire – Professeur Economie Finance HEC**

Il y a une nécessité de faire des réformes structurelles et de les enclencher .

Cela sert à augmenter le potentiel de croissance pour préserver ou augmenter la richesse par personne, pour réduire les déficits publics sans drame, pour équilibrer des systèmes sociaux,

Les Pays nordiques et le Canada par exemple l'ont fait dans le temps, l'Allemagne aussi et a réussi. L'Espagne et le Portugal sont en train de le faire.

En France on recule, pourquoi ne pas y arriver ?

Le potentiel de croissance se développe avec les gains de productivité du travail donc avec le Progrès Technique, l'intensité capitaliste et la population active.

La question qui se pose : pourquoi ne les faisons nous pas ?

Raisons institutionnelles :

1/ culture historique conflictuelle et de rapport de force, un état hier puissant centralisateur, avec une élite d'état

2/ demande d'état permanent.

● **Pour Juliette MEADEL – Directrice générale Terra Nova -**

On a des raisons d'être fiers de nos institutions

Écart entre perception négative des français et de la perception des étrangers : 6eme pays ayant reçu le plus de IDE, 3ème pays le plus attractif dans le secteur des services

Sources de notre attractivité :

1/ le terrain est favorable à la R&D

2/ possibilité de coopération avec l'université

3/ aides publiques dans crédit impôt recherche

4/ le capital humain, la main d'œuvre est bien formée

5/ les infrastructure de transport de qualité

6/ environnement administratif et réglementaire comme propice aux affaires

Les services publics sont bons

CONFERENCE : CES TECHNOLOGIES QUI SUPPRIMENT L'EMPLOI

Les conférenciers

Dionysos ANTONOPOULOS – Michèle DEBONNEUIL – David ENCAOUA – Philippe LECUYER

Présentation du thème

Les technologies génériques commencent par détruire des emplois, puis elles les transforment et progressivement permettent de retrouver le plein emploi

Les technologies de la mécanisation ont autrefois détruit les emplois qui étaient alors concentrés dans l'agriculture. Mais ces technologies génériques ont su utiliser la main d'œuvre libérée pour la faire travailler dans l'industrie de façon productive sur des chaînes de production. Celles-ci étaient structurées autour d'infrastructures et de biens d'équipement qui accumulaient les savoirs développés à partir de ces nouvelles technologies. Un grand cycle de croissance de plein emploi en a résulté.

De la même façon, les technologies numériques ont détruit l'emploi dans l'industrie en automatisant la production. Les technologies numériques vont maintenant permettre de développer une nouvelle « industrie » qui utilisera la main d'œuvre libérée pour produire de nouveaux produits (des bouquets de solutions). La main d'œuvre ne sera plus dans les usines automatisées mais sur les lieux de vie pour entretenir les biens et les personnes tout au long de leur cycle de vie. Mais pour transformer et créer tous ces nouveaux emplois, il faudra capitaliser les nouveaux savoirs apportés par les technologies numériques et les mettre en open source à la disposition de toutes les entreprises qui en ont besoin. Ainsi pouvoir se constituer de nouvelles chaînes de production de ces nouveaux produits, chaînes qui se prolongeront jusque sur les lieux de vie. Les technologies numériques permettront ainsi de satisfaire les besoins tout autrement, et ainsi de mieux les satisfaire. Un autre grand cycle de croissance en résultera. Il fera passer de l'avoir plus à l'être mieux. Cette session fera intervenir à la fois des économistes qui expliciteront les aspects théoriques de cette mutation et des chefs d'entreprises qui témoigneront de la façon dont ils vivent cette mutation sur le terrain.

Ressource documentaire

http://www.touteconomie.org/jeco/298_643.pdf

http://www.touteconomie.org/jeco/298_644.pdf

CONFERENCE : LA POLITIQUE DE LA CONCURRENCE TUE-T-ELLE L'INDUSTRIE ?

Les conférenciers

David ENCAOUA – Pierre-Noël GIRAUD – El Mouhoud MOUHOUD -

Présentation du thème

Nous souhaitons réfléchir à la pertinence et aux modalités d'une politique industrielle, intérieure mais aussi extérieure, en Europe. Les questions que nous souhaitons voir débattre à la table ronde sont les suivantes : Faut-il un rééquilibrage nord-sud de l'industrie en Europe pour assurer la convergence économique des États de l'Union? Si oui, comment l'obtenir? La politique des grands programmes industriels européens, qui a connu des succès brillants (Airbus, Ariane) est-elle sans objet aujourd'hui? La politique de concurrence actuelle de l'Europe n'affaiblit-elle pas /in fine/ l'industrie sur le territoire européen? En faisons nous assez au niveau européen pour l'industrie, en matière de formation et de soutien à la R&D? Sommes nous, en Europe, les naïfs de la globalisation ? Quel contenu donner au concept de « réciprocité » avec les autres puissances économiques ?